

## Demandes de relèvement de l'effectif cible à compter de 2024

| N° | UA    | Fonction / CT                 | Pourcentages de poste demandés | Justification                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Coûts*<br><small>*par analogie avec SAP<br/>planification des coûts du<br/>personnel : ET 34 + 22 % part.<br/>empl. cotisations sociales. Base :<br/>tableau des traitements 2023</small> |
|----|-------|-------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | TR BM | Greffier/greffière / 23       | 50                             | Pour faire face au volume important d'affaires à traiter à la Section pénale, un demi-poste a été accordé au TR BM au niveau président(e) de tribunal (décision du directoire en date du 31.08.2022). Ce poste de PT à 50 % est transféré des autorités de conciliation au TR BM (Section pénale) à titre de mesure d'optimisation interne des JCP. Afin de tirer parti de cette ressource, des pourcentages de poste correspondants sont indispensables aux niveaux greffiers / greffières et secrétariat.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 81'863                                                                                                                                                                                    |
| 2  | TR BM | Secrétaire de tribunal / 16   | 50                             | Voir n° 1.<br>La/le titulaire du poste accomplit de manière autonome tous les travaux administratifs liés aux affaires (prises de rendez-vous, éditions, vérifications) en dehors des travaux de routine de la chancellerie. Elle/il établit le procès-verbal des débats, rédige les exposés des motifs et accomplit tous les travaux de suivi.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 57'511                                                                                                                                                                                    |
| 3  | TR BM | Président(e) de tribunal / 28 | 100                            | Depuis des années, le nombre de procédures pénales est très élevé, et les exigences en la matière ne cessent d'augmenter. Il en résulte des retards extraordinaires dans les juridictions pénales. C'est au Tribunal régional Berne-Mittelland que la situation est la plus précaire. La réduction des retards extraordinaires s'effectue au moyen de mesures à durée déterminée. En raison de changements quantitatifs et qualitatifs, il faudra combler un manque de 2,0 président(e)s de tribunal à la Section pénale du Tribunal régional de Berne-Mittelland pour éviter que des retards extraordinaires ne se reproduisent. Un de ces postes a pu être créé grâce à une mesure d'optimisation au sein du domaine Juridictions civile et pénale (50 % AC et 50 % TR BM Section civile). Le deuxième poste doit être créé en complément. | 215'520                                                                                                                                                                                   |
| 4  | TR BM | Greffier/greffière / 23       | 100                            | Dans les sections pénales des Tribunaux régionaux, chaque président(e) de tribunal (cf. n° 3) implique le même nombre de postes au niveau des greffiers/greffières afin de pouvoir remplir le mandat constitutionnel (notamment en ce qui concerne la durée des procédures). Qui plus est, les surcharges de travail prédominantes aujourd'hui ne sont pas supportables à long terme et nuisent à la santé des personnes concernées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 163'726                                                                                                                                                                                   |
| 5  | TR BM | Secrétaire de tribunal / 16   | 100                            | Dans les sections pénales des Tribunaux régionaux, chaque président(e) de tribunal (cf. n° 3) implique le même nombre de postes au niveau des collaboratrices spécialisées / collaborateurs spécialisés afin de pouvoir remplir le mandat constitutionnel (notamment en ce qui concerne la durée des procédures). Qui plus est, les surcharges de travail prédominantes aujourd'hui ne sont pas supportables à long terme et nuisent à la santé des personnes concernées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 115'023                                                                                                                                                                                   |
| 6  | TR BM | Collab. spéc. / 13            | 100                            | Ce poste a été autorisé pour une durée déterminée de 2021 à 2024. Nous demandons qu'il soit converti en poste à durée indéterminée. La chancellerie de la section civile a urgemment besoin de ces pourcentages de poste ; les mises au concours de postes à durée indéterminée, pour lesquelles il fallait toujours attendre le mois de décembre et l'arrêté du Grand Conseil sur le budget, n'ont pas permis, jusqu'ici, de tirer pleinement profit des pourcentages accordés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 101'087                                                                                                                                                                                   |
| 7  | CS    | Greffier/greffière / 23       | 200                            | Poste à durée déterminée 2024/2025 : la Section pénale est confrontée depuis longtemps à un volume d'affaires qui ne cesse d'augmenter. À cela s'ajoute un nombre croissant d'affaires qui occasionnent un travail accru. Ainsi, l'inspectorat des tribunaux a constaté qu'une charge croissante pèse sur cette section depuis des années. Des ajustements structurels ont été effectués et sont effectués en permanence. Malgré cela, il n'y a pas de détente en vue.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 327'453                                                                                                                                                                                   |

| N° | UA   | Fonction / CT                 | Pourcentages de poste demandés | Justification                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Coûts*<br><small>*par analogie avec SAP<br/>planification des coûts du<br/>personnel : ET 34 + 22 % part.<br/>empl. cotisations sociales. Base :<br/>tableau des traitements 2023</small> |
|----|------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8  | CS   | Greffier/greffière / 23       | 60                             | Outre l'augmentation de la charge de travail, c'est la complexification des affaires traitées, notamment en langue française, qui occasionne un travail accru pour les JPC. La situation est ici particulièrement grave, car l'augmentation des exigences, conjuguée à une augmentation plus rapide du nombre des affaires en langue française, a des répercussions exponentielles.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 98'236                                                                                                                                                                                    |
| 9  | CS   | Greffier/greffière / 23       | 100                            | Poste à durée déterminée 2024/2025 : SG de langue française<br>En lien avec l'engagement d'un suppléant permanent à 80 % pendant cette période.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 163'726                                                                                                                                                                                   |
| 10 | CS   | Collab. spéc. / 13            | 10                             | Le service de photocopie de la CS est surchargé depuis plusieurs années (degré d'occupation actuel : 50 %) en raison de l'augmentation constante du volume de photocopies nécessaires. En particulier, la hausse inexorable des affaires traitées par les chambres pénales se traduit par un besoin toujours plus important de photocopies. C'est pourquoi le taux d'occupation de la collaboratrice concernée a dû être relevé d'au moins 10 % depuis trois ans déjà. De tels postes répondant à un besoin avéré ne sauraient être couverts à long terme par des réserves. La Justice 100 % électronique ne deviendra pas une réalité à court ou moyen terme. Par conséquent, le traitement du volume de photocopies reste une activité indispensable pour assurer le bon fonctionnement d'un tribunal.                                                                                                                                                                                                                 | 10'109                                                                                                                                                                                    |
| 11 | CS   | Collab. spéc. / 14            | 20                             | Lors de l'engagement de la collaboratrice actuelle, le directoire de la Cour suprême a relevé le degré d'occupation de ce poste de 60 à 80 %. Cette augmentation n'a été accordée que pour une durée déterminée, dans le but d'évaluer les besoins. Dès août 2020, il a fallu se rendre à l'évidence que ces 80 % étaient indispensables pour pouvoir gérer comme il se doit les travaux de secrétariat et la bibliothèque de la Cour suprême. C'est pourquoi ces 20 % doivent être intégrés dans l'effectif des postes ordinaires. De tels postes répondant à un besoin avéré ne sauraient être couverts à long terme par des réserves.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 21'066                                                                                                                                                                                    |
| 12 | TCMC | Président(e) de tribunal / 28 | 100                            | La modification de la loi sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (LOJM), qui entrera vraisemblablement en vigueur le 1er janvier 2024, élargira de manière notable le champ de compétence du Tribunal cantonal des mesures de contrainte. Sur la base de la dotation actuelle du personnel, la conversion linéaire des procédures supplémentaires et des types de procédures (concentration de procédures exigeantes sur le plan qualitatif, garantie du délai de décision sous 48 heures) entraîne un besoin supplémentaire de 1,0 président(e) de tribunal (PT) et de 0,8 secrétaire de tribunal. Les procédures qui restent de la compétence des Tribunaux régionaux sur trois sites requièrent encore 0,6 PT au total, selon la conversion linéaire de la dotation actuelle de 1,2 PT. La garantie en tout temps du délai de décision sous 48 heures et les besoins supplémentaires des juridictions pénales de jugement ne permettent pas de réduire les effectifs de 0,6 PT au total. | 215'520                                                                                                                                                                                   |
| 13 | TCMC | Greffier/greffière / 23       | 50                             | Voir n° 12. La concentration, l'importance croissante et en particulier la complexification de plus en plus grande (exigences techniques et informatique) des procédures de levée des scellés ne doivent pas entraver la bonne marche des poursuites pénales. Seul l'engagement d'une greffière ou d'un greffier permet de garantir le bon déroulement des procédures.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 81'863                                                                                                                                                                                    |
| 14 | TCMC | Secrétaire de tribunal / 16   | 100                            | Voir n° 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 115'023                                                                                                                                                                                   |
| 15 | MP   | Procureur / 28                | 100                            | Poste à durée déterminée 2024/2025 : la révision du Code de procédure pénale suisse va se traduire par des besoins en personnel accrus à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2024, notamment en raison des auditions supplémentaires dans les opérations de masse (la demande de création de poste se fonde sur une première estimation prudente du surcroît de travail).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 215'520                                                                                                                                                                                   |
| 16 | MP   | Assistance / 16               | 75                             | Poste à durée déterminée 2024/2025 : postes annexes, surcroît de travail ; révision du Code de procédure pénale suisse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 86'267                                                                                                                                                                                    |
| 17 | MP   | Collaboration / 15            | 85                             | Poste à durée déterminée 2024/2025 : postes annexes, surcroît de travail ; révision du Code de procédure pénale suisse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 93'475                                                                                                                                                                                    |

| N° | UA  | Fonction / CT                                                             | Pourcentages de poste demandés | Justification                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Coûts*<br><small>*par analogie avec SAP<br/>planification des coûts du<br/>personnel : ET 34 + 22 % part.<br/>empl. cotisations sociales. Base :<br/>tableau des traitements 2023</small> |
|----|-----|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 18 | MP  | Assistance / 16                                                           | 200                            | Poste à durée déterminée 2024/2025 : soutien administratif de la direction technique du projet de grande envergure NeVo / Rialto durant la phase de réalisation et lors de l'introduction.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 230'046                                                                                                                                                                                   |
| 19 | MP  | Assistance RH / 14                                                        | 50                             | Poste à durée déterminée 2024 : surcharge des RH en raison 1) projet ERP (mise en œuvre de la 1re étape, préparation et mise en œuvre de la 2e étape), 2) mise en œuvre de la nouvelle ordonnance sur la formation 2023, forte augmentation de la gestion des cas et des contentieux 3) dotation croissante du personnel du Ministère public.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 52'665                                                                                                                                                                                    |
| 20 | MP  | Secrétaire juridique / 23                                                 | 30                             | Cybercriminalité : surcharge de travail en raison du nombre croissant et élevé en permanence d'affaires à traiter. À l'origine, personne n'imaginait qu'il s'agirait d'opérations de masse, sans compter que la criminalité numérique devrait encore prendre de l'ampleur à l'avenir. Le renforcement des effectifs de la Police cantonale (en amont) dans ce domaine est encore en cours.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 49'118                                                                                                                                                                                    |
| 21 | MP  | Assistance / 16                                                           | 75                             | Cybercriminalité : surcharge de travail en raison du nombre croissant et élevé en permanence d'affaires à traiter. À l'origine, personne n'imaginait qu'il s'agirait d'opérations de masse, sans compter que la criminalité numérique devrait encore prendre de l'ampleur à l'avenir. Le renforcement des effectifs de la Police cantonale (en amont) dans ce domaine est encore en cours.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 86'267                                                                                                                                                                                    |
| 22 | MP  | Collaboration / 14                                                        | 100                            | Cybercriminalité /entraide judiciaire : l'équipe travaille sur un site séparé. Par conséquent, les affaires à traiter requièrent toujours un soutien administratif sur place (chancellerie).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 105'330                                                                                                                                                                                   |
| 24 | EMR | Collaboration administrative II / 13                                      | 100                            | Avec l'entrée en vigueur du droit totalement révisé du casier judiciaire, le Service de coordination chargé du casier judiciaire doit accomplir diverses tâches supplémentaires (p. ex. intégration des jugements/ordonnances pénales dans VOSTRA). Le nouveau processus opérationnel interne à la JUS (ou la suppression du rapport de la section des services) occasionne également un surcroît de travail (p. ex. vérifications d'identité dans Tribuna). Enfin, le Service de coordination chargé du casier judiciaire doit délivrer chaque année env. 10 000 nouveaux extraits destinés aux autorités en lien avec les examens de la réputation (crèches, etc.). Les degrés d'occupation de plusieurs (quatre des six) collaboratrices et collaborateurs ont déjà (ou seront encore) relevés de façon temporaire, mais cela ne suffit pas pour s'acquitter des tâches supplémentaires dans la durée. | 101'087                                                                                                                                                                                   |
| 25 | EMR | Soutien au projet (allègement des spécialistes en faveur du soutien) / 22 | 420                            | Poste à durée déterminée jusqu'en 2027 : Justitia 4.0 : le projet fédéral doit être mis en œuvre et déployé dans les cantons. Des efforts sont notamment nécessaires dans les domaines suivants : 1) technique/infrastructure : plateforme, ADJ électronique, matériel informatique, infrastructure, salles d'audience ; 2) transformation ; 3) conception de processus : soutien pour définir et introduire des nouveaux déroulements des procédures. Tous les groupes de produits sont concernés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 651'819                                                                                                                                                                                   |
|    |     |                                                                           | 2375                           | (dont 1230 à durée déterminée)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>3'439'321</b>                                                                                                                                                                          |